

# Viktor Orban a perdu son pari

## HONGRIE Faible participation au référendum

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a connu dimanche un revers électoral, son référendum contre le plan de l'Union européenne sur l'accueil des réfugiés étant en voie d'invalidation faute de quorum, malgré la large avance du « non ».

Les opposants aux relocalisations de réfugiés au sein de l'UE l'emporteraient certes de très loin (95 %), selon de premières estimations annoncées dans la soirée par le vice-président du parti Fidesz au pouvoir, Gergely Gulyas. Mais avec une participation évaluée à 45 %, la consultation à forte valeur symbolique initiée par le chef de l'exécutif hongrois n'aura pas force légale.

Le nombre de votes exprimés devait représenter au moins 50 % des inscrits pour que le scrutin soit valide. Le responsable du Bureau national des élections Andras Pulai avait d'ailleurs reconnu dès la fermeture des bureaux de vote que la participation n'atteindrait sans doute pas la barre des 50 %.

Anticipant une possible victoire contrariée par l'abstention, le conservateur Viktor Orban n'a cessé d'insister sur le fait que la priorité était le pourcentage atteint par le non. « Si le vote contre les quotas obligatoires atteint 95 %, le message est clair », a ainsi réagi le porte-parole du

gouvernement Zoltan Kovacs, jugeant le taux d'abstention secondaire.

Mais le dirigeant du parti d'extrême droite Jobbik, Gabor Vona, seul véritable rival du Fidesz de M. Orban en vue des législatives de 2018, a, sitôt les premières estimations connues, renouvelé ses appels à la démission du Premier ministre.

Quelque 8,3 millions d'électeurs étaient appelés à répondre à la question : « Voulez-vous que l'Union européenne décrète une relocalisation obligatoire de citoyens non-hongrois en Hongrie sans l'approbation du Parlement hongrois ? » « Je suis fier que nous soyons les premiers en Europe à répondre à cette question dans les urnes, même si nous sommes malheureusement les seuls », avait déclaré M. Orban en votant à Budapest.

L'opposition et les ONG de défense des droits de l'homme avaient appelé au boycott ou au vote nul.

La Hongrie n'a proposé à ce jour aucune place d'accueil de réfugiés relocalisés et souhaitait, par ce référendum, s'affranchir de toute obligation de contribuer à l'effort européen de répartition des migrants.

### « Jeu dangereux »

La Commission européenne a

cependant régulièrement souligné que le scrutin n'aurait aucun impact juridique sur les engagements adoptés, les Etats membres ayant « la responsabilité légale d'appliquer les décisions prises ».

La Hongrie est censée accueillir au moins 1.294 migrants en vertu du plan européen de répartition de 160.000 demandeurs d'asile adopté il y a un an. Celui-ci est toutefois largement resté lettre morte, seuls quelques milliers de personnes ayant été « relocalisées ».

Mais les responsables européens redoutaient que le référendum hongrois, en cas de participation massive, ne porté un nouveau coup à une UE déjà malmenée par une succession de chocs, de la crise migratoire au Brexit. Le président du Parlement européen, Martin Schulz, a ainsi dénoncé dimanche un « jeu dangereux ».

Dans une tribune publiée samedi et destinée à mobiliser le camp du non, M. Orban a estimé que les Hongrois avaient « le devoir » de l'aider à combattre les décisions de « l'élite à Bruxelles ». « Avec le référendum, nous pouvons envoyer un message à chaque Européen : leur dire que cela dépend de nous, les citoyens européens, de ramener l'UE à la raison (...) ou

de la laisser se désintégrer », a-t-il souligné.

Viktor Orban continue de bénéficier d'une popularité au plus haut, portée par son discours décomplexé sur l'immigration qu'il compare à « un poison », et qui a mis en sourdine les critiques sur le reste de sa politique. (afp) ■